

Le droit de recours des associations:
constructif et efficace



Au lieu-dit «Au» à Böttstein, les animaux sauvages (p. ex. sanglier, blaireau, putois, hermine etc) peuvent traverser l'Aar tout en étant à couvert et en empruntant des berges peu abruptes.

Exemple n° 5: conserver un important couloir pour la faune sauvage

Centre de formation pour pontonniers, commune de Böttstein AG:

Dans sa décision, le Tribunal fédéral a retenu que le maintien d'un couloir pour la faune sauvage d'importance nationale et les exigences de la défense nationale mettent en présence deux intérêts constitutionnels équivalents. Le Conseil fédéral doit revoir sa copie.

Situation initiale

Afin d'aménager des eaux appropriées pour l'introduction du nouveau pont flottant destiné à la formation des pontonniers et des premiers essais de mise à l'eau, le DDPS a commencé à chercher dès 1993 un site adéquat. Le premier choix a porté sur le site «Au», situé sur la commune de Böttstein entre la centrale nucléaire, l'Institut Paul Scherrer et le site ZWILAG pour le stockage intermédiaire de déchets radioactifs. À première vue, il s'agissait d'un endroit approprié. Or, une analyse plus détaillée révèle que le site est situé en marge d'un paysage d'importance nationale (Jura tabulaire) et au centre d'un couloir pour la faune sauvage particulièrement important. En effet, c'est précisément là que se trouve l'un des rares endroits de l'Aar que les animaux sauvages peuvent traverser et qui constitue ainsi la principale liaison entre la Suisse occidentale et la Suisse du nord-est jusqu'à la plaine de la Linth.

Les couloirs pour la faune sauvage revêtent une importance particulière car, dans notre paysage densément habité, ils constituent des axes permettant sa diffusion et la liaison entre ses habitats. Par exemple, le lynx et le sanglier ne peuvent reconquérir leurs habitats perdus que s'ils disposent de couloirs adéquats. Si l'on sait qu'au début du siècle passé, le chevreuil et le cerf étaient presque exterminés et qu'ils ont pu se réinstaller en Suisse uniquement grâce aux possibilités de migration qui leur étaient offertes, l'importance de ces couloirs devient évidente. Bien que le DDPS ait connaissance de ce passage important, il a néanmoins poursuivi son projet.

La procédure

L'enquête publique a lieu au printemps 1998. Différentes oppositions sont déposées, dont celles du WWF Suisse / WWF Argovie. Le projet est ensuite remanié, mais il porte encore très fortement atteinte au couloir pour la faune sauvage.

Lorsqu'en mars 2000, le DDPS approuve le projet (complété désormais avec des mesures de compensation écologique, mais sans autres modifications majeures), le WWF – ainsi que le Conseil d'État du canton d'Argovie – déposent un recours de droit administratif auprès du Tribunal fédéral. Le WWF exige que le couloir soit maintenu entièrement libre et demande l'étude d'autres sites potentiels. Le Conseil d'État veut quant à lui obtenir un simple déplacement de l'installation à côté du couloir mentionné. Outre le canton d'Argovie, l'OFEFP et la Commission fédérale pour la protection de la nature et du patrimoine ont adopté une attitude très critique, voire négative par rapport à ce projet.

La décision et ses motifs

Le Tribunal fédéral conclut que la défense nationale et le couloir pour la faune sauvage constituent tous deux des intérêts nationaux, mais qu'ils ne sont, dans le cas présent, pas compatibles. Dans le cadre de l'approbation du plan sectoriel pour les constructions et installations militaires, le Conseil fédéral aurait dû effectuer une pesée des intérêts et motiver le résultat de façon plausible. Mais, étant donné que la carte annexée au plan sectoriel établie par le DDPS mentionne l'installation d'exercice, mais ignore le couloir pour la faune sauvage, cette pesée des intérêts n'a pas eu lieu. Pour cette raison, l'opposition du WWF est acceptée et le projet est renvoyé au DDPS. Relevons en outre que la proposition de simple déplacement avancée dans le recours simultané du canton d'Argovie n'est pas considérée comme un compromis possible.

C'est la première fois que le Tribunal fédéral a déclaré un couloir migratoire ou de liaison digne de protection: «Par conséquent, les couloirs pour la faune sauvage sont assimilés à des biotopes». Auparavant, il fallait toujours prouver l'importance d'un secteur en qualité de biotope afin d'obtenir des restrictions ou des renoncements d'utilisation.

Conclusion

Tout est bien qui finit bien? La décision du Tribunal fédéral signifie uniquement qu'il faut maintenant procéder à la pesée des intérêts manquante. Mais de toute façon, le droit de recours a permis d'empêcher la réalisation d'un projet non mûri et insuffisamment planifié. Selon les informations fournies par le porte-parole du DDPS, la suite de la procédure sera examinée sous l'angle de la réforme de l'armée, qui est imminente. Par conséquent, il existe toutes les chances que ce projet soit abandonné en faveur du maintien du couloir pour la faune sauvage.

En tout état de cause, la décision du Tribunal fédéral plaçant sur pied d'égalité la protection de la nature et la défense nationale, et assimilant les couloirs de migration aux biotopes, fera jurisprudence.

Ce jugement a montré que les recours des associations environnementales sont sérieux et fondés. Contrairement au recours du WWF, celui du Conseil d'État a été rejeté. Bien que le WWF s'efforce souvent de ne pas empêcher complètement les projets, mais de les optimiser, il était légitime, dans le cas présent, de combattre le projet en soi plutôt que de tenter de trouver un compromis.

Contact et documentation supplémentaire:

WWF Argovie, M. Huber Gysi, Asylstr. 1, 5000 Aarau, tél. 062 823 57 50

Numéro ATF: 1A.173/2000 et 1A.174/2000/sch du 5.11.2001